

LETTONIE

République de Lettonie

CAPITALE : Riga

SUPERFICIE : 64 610 km²

POPULATION : 2 472 000 habitants

CHEF DE L'ÉTAT : Guntis Ulmanis, remplacé par Vaira Vike-Freiberga le 8 juillet

CHEF DU GOUVERNEMENT : Vilis Kristopans, remplacé par Andris Skele le 12 juillet

LANGUE OFFICIELLE : letton

PEINE DE MORT : maintenue

LETTONIE

La Lettonie a ratifié le Protocole n° 6 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (Convention européenne des droits de l'homme), qui prévoit l'abolition de la peine de mort en temps de paix, mais elle n'a pas achevé le processus d'abolition de cette peine dans la législation nationale. Les lois lettones ne permettaient pas aux objecteurs de conscience d'effectuer un service civil de remplacement.

Peine de mort

Après l'adhésion au Conseil de l'Europe, le Parlement (*Saeima*) a débattu de l'abolition de la peine capitale à plusieurs reprises, sans toutefois parvenir à un consensus sur la question. Au mois d'avril, la grande majorité des membres du *Saeima* nouvellement élu a voté en faveur de la ratification du Protocole n° 6, qui a officiellement eu lieu le 7 mai. En avril, Amnesty International a écrit au président Ulmanis pour lui faire part de sa satisfaction devant cette évolution positive, et a instamment prié les autorités de parachever l'abolition en faisant disparaître du Code pénal letton les dispositions relatives à la peine capitale qui y ont été maintenues. L'organisation de défense des droits humains a appris que le *Saeima* avait adopté un nouveau Code pénal en avril, dans lequel figuraient, semble-t-il, plusieurs dispositions relatives à la peine capitale.

Objecteurs de conscience

Selon les informations reçues par Amnesty International, la loi sur le service militaire adoptée en février 1997 ne contenait aucune disposition permettant aux objecteurs de conscience d'effectuer un service civil de remplacement. Au mois de septembre, Amnesty International a demandé une nouvelle fois à la Lettonie de mettre en place un service civil de remplacement dont la durée ne soit pas punitive, à l'intention des objecteurs de conscience refusant d'effectuer leur service militaire pour des raisons religieuses, éthiques, morales, humanitaires, philosophiques ou similaires. L'organisation de défense des droits humains a indiqué aux autorités lettones qu'elle adopterait comme prisonnier d'opinion toute personne incarcérée pour avoir refusé de porter les armes pour raisons de conscience, si elle n'a pas pu avoir accès à un service civil de remplacement dont la durée ne soit pas punitive et qui soit de nature purement civile et sous contrôle civil.

✓ Romans Nemiro et Vladimirs Gamajounovs, tous deux témoins de Jéhovah, ont refusé de servir dans l'armée pour raisons de conscience. Les appels qu'ils ont déposés auprès de la Commission militaire de conscription ont été rejetés. En mars et en avril, ils ont introduit devant les tribunaux civils un recours contre la décision de la Commission. Ces deux affaires étaient toujours en instance à la fin de l'année 1999.

Traités ratifiés ou signés en 1999

Statut de Rome de la Cour pénale internationale.

Protocole n° 6 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (Convention européenne des droits de l'homme) concernant l'abolition de la peine de mort.